

## Les luttes contre les accords de libre-échange tels l'ALENA et la ZLEA

Les groupes de femmes ont été très actifs lors du Sommet des Amériques et lors de la Consulta sur la ZLEA. Nous devons continuer de mettre le cap sur la construction de nouveaux rapports entre les peuples des Amériques, entre les femmes et les hommes des Amériques, entre les femmes des Amériques.

### Se remettre en marche !

La Marche mondiale des femmes appelle de nouveau les femmes du monde à fouler le sol de leurs villages, quartiers, villes, régions contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. Une charte mondiale des femmes pour l'humanité est en préparation. Elle contient l'immense désir des femmes pour un monde nouveau. L'invitation est lancée à toutes et à tous.

Les fascicules des BIC

# LE NÉOLIBÉRALISME ET LES FEMMES



BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE

« (...) La marche mondiale des femmes est commencée depuis des millénaires. Nous venons de très loin et nous ne sommes pas encore arrivées à destination. Il y a moins d'un siècle — un soupir dans l'histoire — les femmes n'avaient aucune identité : ni professionnelle, ni civile, ni politique, ni sociale. De tout temps, la sous-condition des femmes n'a jamais scandalisé le monde entier parce que le rapport de domination d'un sexe sur l'autre était entrobé joylieusement et utilement dans l'amour, dans la nécessité de la reproduction de l'espèce et dans l'esprit de famille. Aujourd'hui, l'asservisseur des femmes s'appelle néolibéralisme, mondialisation, sous-traitance, ouverture des marchés, capitalisme sauvage, performance, excellence, dérèglementation<sup>1</sup> ».

### Où, nous venons de très loin...

Vous vous souvenez, il n'y a pas si longtemps au Québec, les femmes étaient considérées comme des « mineures ». Elles ne pouvaient pas voter, elles ne pouvaient pas aller à l'université, elles ne pouvaient pas se faire opérer sans la permission de leur mari, elles n'avaient pas le droit d'utiliser des moyens de contraception et encore moins d'avorter ! Travailler à l'extérieur de la maison, comme on disait à l'époque, était assez mal vu. Leur rôle était de rester à la maison et d'élever les enfants. Les gouvernements, les décideurs économiques, les entreprises... et les maris s'accommodaient fort bien de cette situation.

C'était partout pareil dans presque tous les pays mais avec des intensités différentes selon l'histoire, les cultures, les religions. Plusieurs ont alors pris conscience que ça n'allait pas, que ces inégalités étaient inacceptables, qu'il fallait changer les choses. Et par vagues successives, de génération en génération, les femmes se sont mobilisées, au Québec comme partout ailleurs à travers le monde.

<sup>1</sup> Pedneault, Hélène, écrivaine. Manifeste pour la Marche mondiale des Femmes au Québec, octobre 2000.

naissance que la violation des droits des femmes constitue une violation des droits humains (ex. : la lutte, au plan international, pour que les viols des femmes en temps de guerre soient reconnus comme étant un crime contre l'humanité, se situe dans ce cadre) ;

– l'accès à l'exercice effectif de la citoyenneté ;

– la reconnaissance de leur capacité à définir leurs besoins propres.

Ce principe commande d'éliminer toutes les discriminations envers les femmes autochtones et celles à l'égard des femmes lesbiennes, des minorités ethniques ou culturelles.

Travailler concrètement à l'égalité, cela veut dire :

– mettre en place les mesures pour assurer l'égalité de représentation dans tous les lieux décisionnels, politiques et économiques ;

– prendre en compte la perspective différenciée selon les sexes dans tout accord commercial ;

– proposer une autre conception de la richesse, de la production et de la consommation qui tienne compte du travail non rémunéré et invisible des femmes dont le travail domestique et sa comptabilisation dans le PIB et qui reconnaisse le rôle économique, social et culturel des femmes dans une vision du développement qui ne soit pas la seule croissance à tout prix ;

– concilier les différents « temps sociaux » : temps pour le travail, pour la famille, pour la culture, pour la participation citoyenne ;

– assurer l'équité salariale, l'accès universel à la santé, à l'éducation, à la culture, aux services de garde ; à la technologie et à la formation technique, au crédit, à la terre<sup>15</sup> ».

<sup>15</sup> Idem

existerait une infériorité naturelle des femmes en tant qu'êtres humains et sur la hiérarchisation des rôles attribués dans nos sociétés aux femmes et aux hommes » (Marche mondiale des femmes). Ces deux systèmes se nourrissent l'un l'autre et se renforcent mutuellement.

**Avec le racisme.** Pour les femmes autochtones, pour les femmes noires, le racisme continue également de marquer leur vie comme système basé sur la prétendue supériorité de la race blanche.

**Prendre en compte la situation des femmes et le point de vue des femmes dans la situation mondiale actuelle oblige à élargir l'analyse, à ne pas s'en tenir au seul néolibéralisme et à intégrer, sur un même pied d'égalité, tout ce qui relève du patriarcat et du racisme.**

## DES ALTERNATIVES PAR ET AVEC LES FEMMES

Comment renverser la vapeur ? Comment mettre en échec la marche triomphale de la globalisation ? Comment lutter efficacement contre le triple système — capitalisme— patriarcat— racisme — qui empoisonne la vie des femmes ? Bien sûr la bouchée est grosse ! Mais nous ne manquons ni d'imagination ni de moyens ni de détermination « [...] un système ne s'attaque pas directement. On s'en prend à ses manifestations, à ses pratiques. Dans ce cadre, les luttes pour l'égalité entre les sexes sont des stratégies qui contribuent à ébranler le système en place.

### Les luttes pour l'égalité

L'égalité comme fin et comme moyen ! Aucun « autre » monde n'est possible sans égalité entre les femmes et les hommes. Mais, paradoxalement, pour y parvenir, nous devons dès maintenant mettre en place toutes les mesures instaurant l'égalité de fait entre les femmes et les hommes.

Les chartes, les pactes, les conventions internationales — en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes — ont déjà inscrit l'égalité comme valeur fondamentale. Reste à les appliquer ! « L'égalité garantit aux femmes :

- le droit d'être des personnes « à part entière », non discriminées sur la base de leur sexe ;
- la possibilité d'être reconnues telles qu'elles sont, dans leurs différences avec les hommes (ex. : les droits concernant la santé reproductive, le congé de maternité) ;
- la jouissance de tous les droits humains (la reconnaissance que les droits humains sont indissociables des droits des femmes et vice-versa) et la recon-

**Les femmes ont enfin obtenu le droit de vote**, très tard, des centaines d'années après celui des hommes, mais elles l'ont obtenu ! Bien sûr, elles ne sont pas encore à égalité avec les hommes dans les lieux décisionnels — dans les parlements par exemple — mais les luttes continuent pour y arriver.

**Les femmes ont fait changer les législations rétrogrades et patriarcales.** On se souviendra qu'au Québec, la première femme élue députée est entrée à l'Assemblée nationale en 1961 et son travail, appuyé par les pressions des groupes de femmes, a abouti en 1964 à la première législation qui a mis fin à l'incapacité juridique de la femme mariée et aboli l'obligation d'obéissance au mari. Depuis, les femmes n'ont cessé de faire avancer les législations sociales, par exemple : la Loi sur la perception automatique des pensions alimentaires, la Loi sur l'équité salariale.

**Elles ont bouleversé la vie familiale et changé les relations avec les hommes.** Les femmes ont mis sur la place publique le problème de la violence conjugale ; elles en ont fait une question de société et non plus un simple problème privé entre conjoints. Bien sûr, la situation est loin d'être réglée, mais de plus en plus c'est maintenant « tolérance zéro » quant à toutes les formes de violence envers les femmes. Elles ont aussi réclamé que les hommes s'occupent de leurs enfants et des tâches domestiques. Ça ne se fait pas encore assez, c'est certain, mais l'idée gagne du terrain et les jeunes hommes y sont de plus en plus sensibles.

**Les femmes ont gagné en partie le contrôle de leur corps et de leur sexualité.** Là aussi il n'y a rien d'acquis, les mouvements provie sont très actifs. Et aux Etats-Unis, récemment, des milliers de femmes sont redescendues dans la rue pour protéger le droit à l'avortement. Au Québec, un homme vient d'être condamné à une peine de prison pour avoir fait avorter sa conjointe contre la volonté de celle-ci. Mais on considère désormais acquis le droit des femmes à disposer de leur corps et non plus le droit des autres à disposer du corps des femmes. C'est un gain immense !

**Les femmes ont pénétré massivement le monde du travail.** Elles sont secrétaires, avocates, infirmières, conductrices de grues mécaniques, éducatrices, chauffeurs d'autobus, etc. Bien sûr, à travail égal ou équivalent, les femmes ont souvent un salaire inférieur à celui des hommes, mais la bataille sur l'équité salariale fait des pas de géant.

**Les femmes autochtones ont mené plusieurs combats** pour améliorer la condition des femmes au sein des Premières Nations. On se rappelle, entre autres, leur lutte pour la conservation de leur identité et de leur statut d'indienne lorsque mariées à des hommes blancs, une identité que leur niait la loi fédérale C-31. On se rappelle leur courage dans la dénonciation de la violence domestique au sein de leurs propres communautés.

2 Anne Bisang, Directrice de la Comédie de Genève dans *l'Adieu au siècle*, un hommage aux femmes qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle

3 Wichterich, C (1999). La femme mondialisée, Solin Actes Sud

**La globalisation : une nouvelle course à obstacles pour les femmes**

Et pourtant, malgré ces gains — toujours fragiles — la situation des femmes connaît de nombreuses lacunes. Les chancres d'une économie libérée de toutes contraintes, d'une économie sans frontières, ouverte à la libre circulation des capitaux, des biens et des personnes, d'une économie au service du secteur privé et des grandes corporations multinationales, d'une économie à la limite sans Etat nous avaient fait miroiter les promesses d'une vie meilleure pour toutes et tous. À la veille de la fondation de l'Organisation mondiale du commerce, les dirigeants faisaient le pronostic suivant : **Il n'y aura que des gagnants et pas de perdants.**

Et ils ont tenu promesse pour une minorité de pays et d'habitants de la planète ! Les pays riches n'ont jamais été aussi riches, les quelques riches sont toujours de plus en plus riches, les gagnants continuent de gagner. Mais ils ont manqué à leur promesse pour l'immense majorité des peuples, pour l'immense majorité de l'humanité, pour l'immense majorité des femmes en particulier.

Richard Desjardins résume très bien la situation : « Y'en a qui ont toute pis toute les autres ont rien ! » Et dans le « toute les autres qui ont rien » les femmes sont championnes !

Car [...] les effets de la mondialisation ne touchent pas indifféremment les deux sexes. Si elle entraîne aussi les femmes dans son sillage, c'est d'une autre manière que les hommes. Dans l'expansion planétaire du marché mondial et dans le triomphe du libre-échange, on leur assigne des missions et des rôles spécifiques. Il est grand temps de décrire de manière systématique l'effet des évolutions globales sur la vie et le travail des femmes.

Les femmes lesbiennes ont mené des luttes pour l'obtention de l'union civile. Les femmes des communautés culturelles doivent toujours se mobiliser pour contrer les discriminations particulières dont elles sont victimes. Tout comme les femmes noires qui vivent le racisme au quotidien, y compris entre femmes !

Tous ces gains — et tant d'autres — ont fait dire que le féminisme constitue « (...) une des plus grandes révolutions du siècle. Elle n'a produit ni bain de sang ni anciens combattants. Et la flamme brûle toujours. En cent ans, les femmes ont changé la maison, l'école, le travail, l'amour et le monde<sup>2</sup> ». **Et pourtant...**

**Preions les inégalités salariales.** Il aura fallu des années de luttes pour obtenir une loi d'équité salariale. Mais cette loi était loin d'être parfaite : elle excluait de nombreux employeurs dont le gouvernement lui-même ! Il aura fallu un recours en justice pour invalider les sections les plus discriminantes de la Loi sur l'équité salariale. La juge Carole Julien de la Cour supérieure explique que ces inégalités sont dues à la persistance du sexisme dans les relations de travail.

Le sexisme explique environ la moitié de l'écart salarial constaté entre les sexes. Il entache les systèmes d'évaluation des emplois, systèmes qui, à leur tour, perpétuent le sexisme. Les outils, processus et démarches d'évaluation des emplois sont une source de discrimination sexiste. Il en est de même des effets envers des structures salariales différentes pour les emplois féminins et masculins, ces structures constituant à la fois une conséquence et une cause de discrimination sexiste<sup>13</sup>.

**Preions les tâches domestiques.** Ce que l'on nomme le travail de reproduction (maternité, éducation des enfants, tâches domestiques, prise en charge de personnes dépendantes, activités liées à la vie communautaire, etc.) est réalisé massivement par les femmes et est n'est pas rémunéré. Or, sans ce travail de reproduction, le travail de production serait impossible, « la main-d'œuvre rémunérée n'existerait pas » (Eichler 2003) Le travail de production des biens ou des marchandises et le travail de reproduction ou d'entretien de la vie sont encore deux mondes séparés qui n'ont pas, en matière de reconnaissance concrète, la même valeur. La valorisation du premier par rapport au second correspond à une hiérarchie entre les sexes<sup>14</sup>.

C'est parce qu'elles sont femmes que les femmes vivent inégalités, discriminations, exclusions. Malgré les victoires importantes sur le chemin de l'égalité, l'assignation des femmes à leur rôle de mère, épouse et aidante continue d'être perçue comme « naturelle ». Le travail non rémunéré des femmes est toujours maintenu dans l'invisibilité et la non-reconnaissance. La division sexuelle du travail continue d'infléchir toutes les orientations du marché du travail.

**Capitalisme et patriarcat combiné.** Cette situation ne peut s'expliquer par la seule référence au capitalisme ou au néolibéralisme. Le patriarcat continue de constituer un puissant système d'oppression et de discrimination envers les femmes, un système « de valeurs, de règles, de normes, de politiques basé sur la prétention qu'il

13 Carole Julien, Cour supérieure (2004). JCS, 9 janvier 2004, p. 61, paragraphe 260.

14 G. Bourret (2003). Quelques réflexions sur l'avenir du Conseil du statut de la femme, document de réflexion présenté aux groupes de femmes par le Groupe des 13.

## POURQUOI LES FEMMES ?

**Une question légitime.** Si le néolibéralisme fait des ravages partout sur la planète et s'attaque tant aux hommes qu'aux femmes, on peut poser la question : à système économique égal pour tout le monde, comment expliquer que les femmes soient plus pauvres, plus discriminées au niveau du travail, plus violentées que les hommes ? Comment expliquer que ce sont encore presque exclusivement les femmes qui s'occupent des enfants, des personnes dépendantes, des tâches domestiques ? Et comment comprendre que, parmi les femmes pauvres, discriminées et violentées, d'autres femmes le sont encore davantage telles les femmes autochtones, les femmes noires ?

**Prenons le travail : pourquoi des compagnies recherchent-elles des femmes pour faire certaines tâches ?** « C'est [...] le regard social différent sur le travail des femmes en raison de leur sexe qui fait d'elles une réserve de main-d'œuvre des plus intéressantes<sup>12</sup> » :

- Possibilité de payer moins cher un travail semblable à éducation et compétence égales.
- Compétences relationnelles particulières des femmes, compétences de plus en plus nécessaires dans une économie informationnelle où l'administration des choses passe après le maniement des personnes.
- Flexibilité. Il y a concordance entre la flexibilité du travail des femmes (emplois du temps, heures de travail, allées et venues dans et hors du marché de l'emploi) et les besoins de la nouvelle économie.

« [...] à l'origine de l'emploi des femmes dans les usines électroniques d'Asie du Sud-Est, il y a une extension du modèle de l'autorité patriarcale, passé du foyer familial à l'usine sous la forme d'un accord entre la direction de l'entreprise et le *pater familias*<sup>12</sup> ». Partout, au Nord comme au Sud, on assiste à une généralisation de pratiques qualifiées de « modèle féminin » ou d'emplois qui s'apparentent souvent au travail de reproduction sociale, peu valorisé, des femmes (soins des personnes et tâches domestiques) : flexible, atypique, à temps partiel, fragmenté, sur appel, à domicile, à la pique, en sous-traitance, indépendant, instable, précaire, clandestin, etc., et où les femmes sont majoritaires.

<sup>12</sup> Manuel Castells (1996). La société en réseaux : le pouvoir de l'identité, Fayard.

## La pauvreté a un sexe. Devinez lequel ?

Selon l'ONU, 70 % des personnes pauvres sur la planète sont des femmes. Et pour être plus précise, dans le monde une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour et une sur sept souffre chroniquement de la faim<sup>4</sup>. Trois groupes en particulier sont touchés : les enfants de moins de cinq ans, notamment les petites filles, car quand la nourriture se fait rare on nourrit les petits garçons d'abord qui sont plus susceptibles de travailler à l'extérieur de la maison ; les femmes en âge de procréer et les familles monoparentales dont le chef est une femme.

Dans les pays « développés », dont le Québec, on retrouve toujours plus de femmes parmi les personnes appauvries.

**Saviez-vous que** chez nous, le revenu moyen du cinquième de la population le plus pauvre est de 10 000 \$ par année et celui du cinquième le plus riche est de 100 000 \$ ? Comme par hasard, on retrouve beaucoup plus de femmes dans le premier groupe que dans le second !

**Saviez-vous que** le Québec compte près de 60 000 familles sur l'aide sociale, dont plus de 80 % sont dirigées par des femmes. Et quand on « vit » avec des prestations de « l'insécurité du revenu », on ne comble que 56 % des besoins essentiels, autant dire qu'on maintient tout juste la tête au-dessus de l'eau !

### Plus d'emplois mais persistance des discriminations et de la division sexuelle du travail !

Dans tous les pays du monde, depuis le début du XXe siècle, les femmes ont lentement intégré le marché du travail rémunéré et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le néolibéralisme ne fait que maintenir la tendance. « Au niveau mondial il y a eu croissance (sauf pour l'Afrique) de l'emploi salarié et du travail rémunéré des femmes ». Donc, de plus en plus de femmes travaillent, c'est vrai. Et c'est un gain.

<sup>4</sup> ONU, OCDE, FMI, BM (2000). Un monde meilleur pour tous.



**Mais** « cet accroissement est accompagné de la précarisation et de la vulnérabilité accrues de ces emplois. On assiste aussi à l'augmentation des disparités entre les femmes elles-mêmes, c'est-à-dire, entre une majorité de travailleuses dites « non qualifiées », occupant des emplois précaires, non valorisés socialement, mal rémunérés et une minorité de femmes qualifiées, occupant des postes valorisés et bien rémunérés ».

**Au Canada et au Québec**, par exemple, les femmes constituent maintenant près de la moitié de la main-d'œuvre totale. Mais à quel prix et dans quelles conditions ? Voici des constats assez troublants<sup>5</sup> :

– **Plus d'emplois, mais précaires.** C'est dans les secteurs public et indépendant (autonome) que la proportion de femmes a le plus augmenté entre les années 1988 et 2002. Mais cette progression repose principalement sur l'augmentation des emplois précaires occupés par des femmes. Elles sont surreprésentées dans les emplois à temps partiel, emplois souvent précaires, créés et supprimés selon la conjoncture et dans ceux où la croissance des revenus est la plus faible.

– **Plus d'emplois, mais en ghettos.** Les femmes sont concentrées dans des secteurs économiques précis appelés « ghettos ». Dans le secteur de la fabrication, par exemple, la discrimination envers les femmes est significativement plus élevée que dans l'ensemble du monde du travail en ce qui a trait au nombre d'emplois, aux salaires et à la permanence de l'emploi. Elles y sont aussi plus vulnérables que les hommes en période de restructuration du secteur où elles subissent des pertes d'emplois plus massives. Dans ce secteur, les patrons sont surtout des hommes et les couturières des femmes sous-scolarisées, et/ou immigrantes, mal payées et les premières à souffrir de la restructuration de l'industrie au début des années 90.

5 Hirata, H. (2003). « Pour qui sonnent les glas ? Mondialisation et division sexuelle du travail » dans Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques. Sous la direction de Jeanne Bisilliat. Éditions Karthala, Paris.

6 Brunelle, Dorval, Beaulieu, Elsa, Mintier, Philippe. Le libre-échange, la libéralisation et l'emploi des femmes au Québec. Rapport de recherche préparé pour l'Alliance de recherche IREF/Relais femmes (ARIR) de l'UQAM et la Fédération des femmes du Québec (Comité femmes et mondialisation), 20 avril 2004.

## La commercialisation du corps des femmes<sup>10</sup>

La vente du corps des femmes est devenue la troisième activité la plus lucrative après les drogues et les armes. La libéralisation des marchés augmente l'intérêt pour les femmes comme produit sexuel d'exportation : les femmes sont des objets et leur corps des « choses » à vendre, à échanger, à commercialiser pour répondre auxdits besoins des hommes !

La Colombie est l'une des plaques tournantes des marchands de femmes. Le pays est situé sur la route commerciale du Vénézuéla, de l'Équateur et du Panama mais on y achemine aussi des femmes à destination des États-Unis, de l'Espagne et d'autres pays de la communauté européenne (Whitcherlich). Bernées, forcées, séduites ou vendues, les femmes se retrouvent dans des situations analogues à l'esclavage, qu'elles soient prostituées, employées de maison, ouvrières en sweatshop ou simples épouses (Radhika Coomaraswamy, rapporteur spécial de l'ONU sur les violences faites aux femmes).

La persistance du rapport de domination des hommes sur les femmes se manifeste ainsi à travers l'intensification du trafic des femmes, l'augmentation du tourisme sexuel, l'expansion de l'industrie mondiale du sexe par, entre autres, les réseaux mafieux et Internet. Et le chemin du trafic des femmes est le même que celui du remboursement de la dette : du Sud vers le Nord et de l'Est à l'Ouest ! **On sait en effet que l'industrie du sexe est une importante source de devises américaines pour les pays endettés.**

Enfin, la femme virtuelle du Cybersexe, la Barbie « des publicités de masse et les femmes pulpuses des pages de Playboy, sont importées dans tous les pays, occidentalisés, passives, obéissantes, soumises, disponibles en tout temps, en santé, belles, propres, minces et bien habillées. Femme du monde, pour consommation, en tout ou en partie<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Idem

<sup>11</sup> Comité Femmes de SALAMI

## L'augmentation de l'insécurité alimentaire

On entend souvent dire que la libéralisation de l'agriculture éliminera le problème de la faim dans le monde puisque les produits importés seront « au plus bas prix possible » et donc accessibles à toutes et à tous. Ce qu'on entend moins dire, par contre, c'est que 95 % de l'agriculture dans le monde est consommée dans un rayon de 100 km de sa provenance, là où ce sont majoritairement les femmes qui produisent. Suivant un rapport du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), malgré la croissance économique généralisée en Amérique latine, la pauvreté rurale a augmenté de 10 % à 20 % au cours des trois dernières années. Le rapport signale que le rôle de chef de famille est assumé par des femmes dans huit à dix millions des cas, que de deux à trois millions de femmes sont des travailleuses temporaires et que 30 à 40 millions de femmes sont responsables des fermes et des petits commerces ruraux.

La libéralisation des marchés a pour conséquence de favoriser la grande industrie agro-alimentaire, d'augmenter la dépendance envers les exportations d'aliments et de porter atteinte à la souveraineté alimentaire des peuples. Cette libéralisation ne nourrit pas le monde. Au contraire, elle entraîne une perte de moyens de subsistance pour les petites entreprises et les femmes en particulier, une homogénéisation des produits et des habitudes alimentaires au détriment de la biodiversité dont les femmes sont les gardiennes dans nombre de pays.

## Le vol « légalisé » du patrimoine autochtone<sup>9</sup>

Les dessins, les techniques traditionnelles, les savoirs et les connaissances hérités du patrimoine ancestral et collectif des peuples autochtones des Amériques et où les femmes jouent un rôle primordial sont l'objet de copies et de recels sans permission ni autorisation légale des premiers dépositaires. On retrouve un peu partout sur les marchés des objets ou des vêtements, qui utilisent motifs, coupes, couleurs qui sont les signes distinctifs des cultures autochtones, fabriqués en d'autres lieux et par d'autres gens. De plus, en vertu du droit à la propriété intellectuelle inclus dans l'ALENA, ces copistes s'arrogent le droit de protéger ces créations comme les leurs et à l'insu des ayants droit.

<sup>9</sup> Consulta sur la ZLÉA produit par le Comité Femmes et Mondialisation de la FFQ. Août 2002

## – Plus d'emplois mais toujours moins bien payés que ceux des hommes.

Les femmes continuent de gagner en moyenne 72 % du salaire des hommes. Même dans un secteur « gagnant » comme celui des services professionnels, scientifiques et techniques où les salaires sont plus élevés, le salaire des femmes stagne autour de 74 % de celui des hommes. Et ce désavantage salarial sera de plus en plus difficile à combler à cause de la diminution du nombre d'heures travaillées par les femmes comparativement aux hommes. Cette diminution est due à la somme plus grande de travail à temps partiel qu'elles effectuent ainsi qu'à l'augmentation du risque d'avoir à affronter des périodes sans revenus à travers la précarisation.

## Dans les pays du Sud, des milliers de femmes travaillent dans des « zones franches » où les conditions sont proches de l'esclavage.<sup>7</sup>

Les grandes compagnies cherchent toujours à réduire leurs coûts de main-d'œuvre pour augmenter leurs profits. Elles ont trouvé deux solutions « faciles » : embaucher des femmes plutôt que des hommes et aller s'établir dans des zones franches appelées *maquiladoras*.

**Une zone franche, c'est un territoire concédé par le pays hôte à des multinationales qui procèdent à la transformation de produits importés sans payer de droit de douane et exemptés de toute taxation à l'exportation. C'est un îlot autonome en plein cœur du pays hôte ! Les normes internationales du travail et les lois nationales ne sont pas appliquées et les propriétaires de *maquiladoras* profitent d'un « système » d'impunité à cet égard.**

Les femmes y représentent 60 % à 90 % de la main-d'œuvre. Les conditions s'apparentent à de l'esclavage : salaires très bas, insuffisants pour assurer la survie (en moyenne c'est l'équivalent de 4 \$ US par jour) longues heures de travail (de 50 à 80 heures par semaine), rythme intense et contrôle permanent, licenciements arbitraires, interdiction de syndicalisation et absence de mesures de sécurité. Dans certaines entreprises, les femmes doivent se soumettre aux tests de grossesse. De plus, ces *maquiladoras* sont souvent des lieux de violence envers les femmes. À Juarez, par exemple, les disparitions et assassinats de femmes qui se produisent depuis 1993 restent toujours impunis et ces crimes se déplacent maintenant vers d'autres villes du Mexique et du Guatemala.

<sup>7</sup> FFQ. Consulta sur la ZLÉA produit par le Comité femmes et mondialisation de la FFQ, août 2002

Depuis les quinze dernières années, le nombre de corporations multinationales installées dans ces zones franches a plus que triplé. En 2002, la région frontalière États-Unis-Mexique comptait près de 4 000 maquiladoras ! La plupart des maquiladoras de Juárez assemblent des appareils électriques et électroniques et des pièces automobiles. Elles agissent à titre de sous-traitants pour des multinationales connues : General Electric, RCA, Philips, Toshiba, Zenith, Epson, DuPont, Johnson & Johnson, 3M, Chrysler, General Motors, Bombardier, etc. Et comme les femmes dans cette région du monde commencent à s'organiser en syndicats et à revendiquer des meilleures conditions de travail, ces entreprises « déménagent » en Chine, où le droit à la syndicalisation ne constitue pas la tasse de thé des dirigeants !

### Des zones pas tout à fait « franches » au Nord<sup>8</sup>

Au Québec, nous constatons l'existence d'un phénomène qui se rapproche du « modèle » de la *maquiladora*. Par exemple, la Zone de commerce international de Montréal, adjacente à l'aéroport de Mirabel, « permet aux entreprises en aéronautique, en logistique industrielle et en fabrication légère de profiter de coûts d'exploitation et d'implantation hautement compétitifs ainsi que d'avantages financiers uniques ». En français ceci veut dire : exemptions fiscales et subventions gouvernementales. Selon la Société de développement de la zone franche, « la Zone de commerce s'avère un choix judicieux pour tirer profit de la mondialisation des marchés ». Selon les promoteurs de la Zone, « plusieurs études démontrent que les coûts de la main-d'œuvre québécoise se comparent avantageusement à ceux des principaux pays industrialisés. Par exemple, une étude de la firme KPMG révèle qu'ils sont respectivement de 31 % et de 45 % inférieurs à ceux des États-Unis et de l'Allemagne ». Autre exemple : à Montréal, des femmes, majoritairement immigrantes et souvent sans papiers, travaillent dans les quartiers de Parc Extension et Rosemont, dans des industries où les conditions se rapprochent de celles des *maquiladoras*.

### La déréglementation ou le retour en arrière

Les compagnies veulent se débarrasser de toute règle ou contrainte pour augmenter leurs profits. Ce sont les travailleuses qui en subissent les conséquences. Un exemple parmi d'autres : la déréglementation dans l'industrie du vêtement au Québec, secteur productif majoritairement constitué de travailleuses immigrantes et qui représente à lui seul la moitié de la production canadienne, a eu pour effet de ramener les conditions de travail au niveau des normes minimales de travail. Les pertes salariales et de sécurité sociale pour les 23 000 employées et employés, aux trois quarts des femmes, sont supérieures à 5 millions de dollars annuellement.

### La sous-traitance ou le tirage vers le bas

Le gouvernement Charest vient encore de consolider la sous-traitance qui constitue une arme précieuse aux mains des patrons pour tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail. On se souvient de la vente des services d'assistance téléphonique de Bell Canada à la compagnie américaine Excell Global Services, au nom de la rationalisation et de la compétitivité. Ce sont les employés, majoritairement des femmes, qui ont écopé : licencièrement massif et baisse draconienne de salaire.

### La privatisation des services de base, une recette infallible pour maintenir les femmes dans la pauvreté et les retourner au foyer

La tendance générale des États à réduire leur déficit et leurs dépenses vers le privé — les fameux partenariats public/privé — pour assurer les services à la population affecte les femmes de manière très spécifique :

— La privatisation de secteurs aussi sensibles que l'éducation et la santé fait reposer sur les femmes, sur leur travail invisible et non payé, les tâches jamais assumées par l'État pour la collectivité, car qui va s'occuper des enfants, des personnes dépendantes si les services publics n'existent plus ?

— La privatisation des services instaure souvent une tarification de ces services et donc, en diminuant l'accessibilité à une grande partie de la population en particulier dans les milieux les plus pauvres, là où les femmes sont encore plus pauvres.

— Et quand on ne peut pas se payer de soins à domicile pour ses vieux parents ou des proches malades qui doit quitter son emploi et rester à domicile ? Qui devient aidante « naturelle » ?

— Et quand les services publics diminuent, ce sont les femmes qui perdent leurs emplois car elles sont plus nombreuses à y travailler.